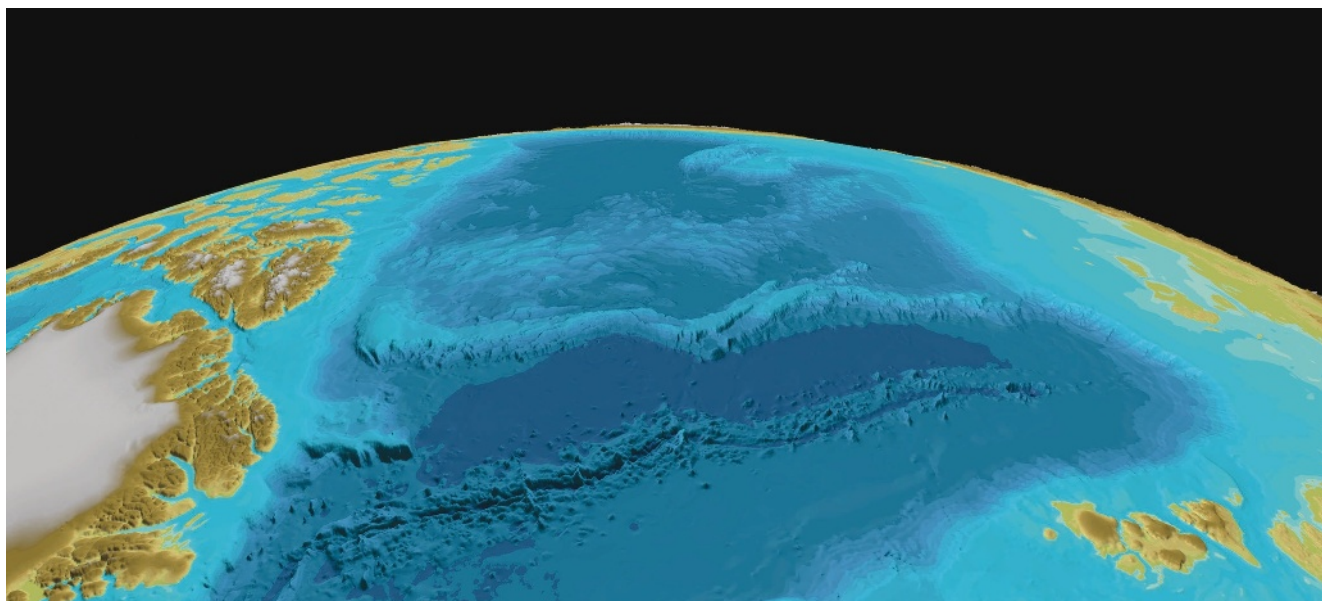




La dorsale de Lomonossov (bande blanche au centre) s'étend sur le plancher océanique de l'Arctique depuis le Canada et le Groenland (qui fait partie du Danemark) (à gauche) jusqu'à la Russie (à droite).

> Ensuite, la rhétorique américaine complique aussi la situation politique dans la zone arctique. En juin 2019, le ministère américain de la Défense a publié sa dernière stratégie pour cette région, où il stipule que bien qu'il y ait eu énormément de coopération entre les pays de l'Arctique, il entrevoit à présent une «ère de compétition stratégique» et «une voie possible pour [...] l'agressivité».

UNE POSITION MILITAIRE STRATÉGIQUE POUR LA RUSSIE

Or les actions de la Russie pourraient être interprétées dans ce sens. Depuis que le pays a pris d'assaut l'Ukraine, «les relations entre l'Otan et la Russie sont tendues», explique Rob Huebert, professeur de sciences politiques à l'université de Calgary, au Canada, et ancien directeur adjoint du Centre d'études militaires, de sécurité et stratégiques de l'université. La côte arctique offre à la Russie une position militaire stratégique, notamment en termes de dissuasion nucléaire, car elle abrite d'importantes bases nucléaires sous-marines. «On ne peut pas séparer la politique de l'Arctique de la géopolitique plus vaste» du monde, constate Rob Huebert. Pour lui, Vladimir Poutine «considère l'expansion de l'Otan comme une menace majeure et il ne permettra pas que cela se produise». En mars 2019, la Suède a accueilli un exercice militaire d'envergure, avec des milliers de soldats de l'Otan dans sa région la plus septentrionale. Le même mois, en raison de la montée en puissance de la Russie dans l'Arctique, le général américain Curtis Scaparrotti a déclaré au Sénat que l'armée américaine devrait également s'impliquer davantage dans le Nord.

Au-delà du pétrole, du gaz et de la stratégie militaire, la Russie a peut-être une autre raison de vouloir contrôler de vastes étendues des mers

arctiques. «C'est une question de nationalisme», affirme Andrew Holland, directeur des opérations de l'American Security Project, une organisation non partisane qui réfléchit aux stratégies de sécurité des États-Unis pour le XXI^e siècle. Pour lui, cela signifie: «Nous sommes les Russes. Nous sommes la puissance arctique et nous devrions avoir des droits sur tout cela.»

D'autres experts géopolitiques pensent que l'on surestime le potentiel conflictuel de l'Arctique. Heather Exner-Pirot, chercheuse au Centre de recherche interuniversitaire sur les relations internationales du Canada et du Québec et rédactrice en chef de l'*Arctic Yearbook*, une publication en ligne qui analyse chaque année la situation géopolitique de l'Arctique, est en désaccord avec Rob Huebert, son ancien directeur de thèse: «Les gens pensent qu'il y a de la compétition dans l'Arctique, mais il s'agit en réalité d'un oligopole de cinq États ayant le monopole de l'océan Arctique. Ils sont ravis.»

LES OMBRES DE LA CHINE ET DU GROENLAND

Les cinq pays riverains de l'océan Arctique ont codifié cette situation en 2008, quand ils ont signé la déclaration d'Ilulissat, un accord qui stipule que chaque pays collaborera pour protéger le trafic maritime, prévenir les déversements de pétrole et résoudre pacifiquement les différends. L'accord dit aussi que les pays bloqueront toute tentative internationale plus vaste de gouverner l'Arctique, ainsi que tout autre État qui tenterait de forer des puits de pétrole ou de gaz sans permission. Aucun autre pays, ni aucun peuple autochtone de l'Arctique, n'a pris part à ce texte.

Si les querelles entre les cinq États ne compromettent pas le traitement des revendications par la CLPC, deux autres acteurs pourraient y

parvenir. La Chine, aux ambitions économiques grandissantes, est l'un d'eux. En 2013, le président Xi Jinping a dévoilé son projet de nouvelle route de la soie – l'Initiative route et ceinture –, dont l'objectif est de créer un réseau économique entre de nombreux pays en y construisant des infrastructures étendues. Dans plus de soixante pays, la Chine est ainsi à la tête de projets de centaines de milliards de dollars. Certains dirigeants du monde se demandent si le véritable plan de la Chine ne serait pas de commander une énorme alliance à travers toute l'Asie.

Une partie de l'initiative, connue sous le nom de Route de la soie polaire, vise à développer les routes maritimes chinoises à travers l'Arctique et les accords commerciaux avec les pays situés le long de ces corridors. En 2017, Xi Jinping a rencontré individuellement les présidents des pays arctiques.

Le second acteur est le Groenland, territoire du Danemark depuis 1721. Bien que le Danemark ait accordé au Groenland une autonomie renforcée en 2009, les élections de 2018 sur le territoire ont sonné comme un référendum en faveur de l'indépendance totale. Le seul obstacle à la sécession est l'absence d'un modèle économique qui permettrait au Groenland de survivre. Mais à mesure que la glace et la neige se retirent, la Chine investit dans l'exploitation minière locale. Et d'autres pays, dont les États-Unis, font de même. Aussi les Groenlandais pensent-ils qu'ils pourraient se débrouiller seuls. D'autant que le Danemark a déjà donné au Groenland, en 2009, les droits sur toutes les ressources naturelles dans la ZEE autour de l'île.

En devenant un État indépendant, le Groenland resterait automatiquement dans l'Otan. Mais il pourrait demander à en sortir et s'associer à la Chine, voire à la Russie, pour développer les environs en cours de dégel. Par ailleurs, avec son indépendance, le Danemark lui céderait les revendications de plateau continental étendu cartographiées à partir des côtes de l'île et quitterait donc la table des négociations.

L'ARCTIQUE, UN BIEN COMMUN ?

Si les responsables scientifiques des cinq pays riverains de l'Arctique n'ont pas voulu se prononcer sur les négociations futures des frontières, le rythme du processus de la CLPC en met certains mal à l'aise. Neuf d'entre eux – dont David Mosher pour le Canada, Larry Mayer et Rick Saltus pour les États-Unis, Finn Mørk pour le Danemark, et Eugene Petrov et Yuri Firsov pour la Russie – travaillent à établir une « base du talus » commune à tout l'océan Arctique. La base du talus est la zone où le plateau continental atteint le fond marin. On l'identifie à l'aide des données géophysiques et géologiques de la région, puis c'est dans cette

zone que l'on calcule le pied du talus, l'endroit où la rupture de pente est la plus marquée. Disposer d'une base du talus commune pour tout l'Arctique signifierait que les pays ont tous calculé leur pied du talus de la même manière. Une telle entente permettrait peut-être à la CLPC d'accélérer ses examens.

Si la CLPC approuvait les requêtes des cinq pays en l'état, la partie non revendiquée des

Nombre d'États considèrent l'Arctique comme un bien commun mondial

fonds marins de l'océan Arctique serait probablement infime – elle se résumerait peut-être à deux modestes parcelles au large des côtes, selon Rick Saltus. Cette solution, cependant, pourrait ne pas satisfaire le reste du monde. Parfois, les pays riverains de l'océan Arctique pensent qu'il est leur arrière-cour, explique Galo Carrera, mais nombre d'autres États, ainsi que les peuples autochtones, le considèrent comme un bien commun mondial. Ils estiment qu'ils ont le droit de l'explorer et d'y rechercher des ressources. De fait, de telles exploitations sont juridiquement possibles et relèveraient de l'Autorité internationale des fonds marins, un organisme intergouvernemental autonome sous l'égide des Nations unies chargé de régler l'exploitation minière des fonds marins.

Pour certains, le monde devrait même officiellement faire de l'océan Arctique un bien commun. Ils citent le traité sur l'Antarctique comme modèle. En vigueur depuis 1961, ce traité stipule que toutes les terres et les plateformes de glace du continent constituent une réserve scientifique et y interdit toute activité militaire offensive. Il protège également plus de 20 millions de kilomètres carrés de l'océan Austral tout autour. Mais personne ne vit en Antarctique. L'endroit est plus reculé, plus gelé. On a par ailleurs peu d'informations sur les ressources locales. À l'autre pôle, en revanche, au fur et à mesure que l'Arctique se réchauffe, le foyer autrefois solitaire des peuples autochtones, qui vivaient de sa nature sauvage au lieu d'essayer de la maîtriser, sera morcelé et développé comme le reste du monde. Et que la science ou la politique soient à l'origine de ce changement, il est déjà en cours. ■

BIBLIOGRAPHIE

A. Piskarev et al., **Geological Structures of the Arctic Basin**, Springer, 2019.

Arctic report card : Update for 2019, NOAA, 2019, arctic.noaa.gov/Report-Card/Report-Card-2019

Changes in the Arctic : Background and issues for Congress, CRS Report, 2019, [crsreports.congress.gov](https://www.crsreports.congress.gov)

M. Mereed, **Les Mondes polaires**, PUF, 2019.

F. Mørk, **Identification of the base of the continental slope on sedimentary fans**, *Ocean Development & International Law*, vol. 47(2), pp. 131-140, 2016.

Site du Conseil de l'Arctique : arctic-council.org

Site de la Convention des Nations unies sur le droit de la mer : www.un.org/Depts/los